

Joëlle Farchy

Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris I

Pascal Froissart

Laboratoire « Communication et Politique » (CNRS) et Université Paris VIII

Cécile Méadel

Centre de sociologie de l'innovation, Mines-ParisTech

INTRODUCTION

Dans l'édition, c'est la crise, dit-on et lit-on partout. Le contraire eût été étonnant: le monde entier vibre aux coups de la Crise, celle des sub-primes, de Lehman Brothers, des taux à 0 %, des courbes du chômage, etc. Mais l'édition est un secteur qui aime à se faire peur. Le terme de « crise » semble impropre à décrire la mutation en cours dans le milieu de l'édition, tant la crise est permanente dans cette industrie qui a été longtemps un artisanat avant de connaître des modifications profondes aux XIX^e et XX^e siècles. Sans remonter au grand séisme de l'écriture pour qui Platon n'avait que mépris (*Phèdre*, 274-276), et en glissant sur le tsunami

de l'invention de l'imprimerie typographique pour qui Luther lui-même pensait qu'il s'agissait de « la dernière flamme avant l'extinction du monde »¹, il est frappant en effet de considérer la série de mutations technico-économiques que connaît l'édition depuis son invention. Les corporations ont laissé place aux syndicats qui eux-mêmes se sont effacés devant la toute-puissance du libéralisme; la propriété intellectuelle s'est inventée lentement et est devenue un élément-clé du capitalisme moderne; la typographie s'est mécanisée au point de se dissoudre dans la dictature des écrans et de devenir un savoir de sens commun. Et ainsi de suite...

L'édition scientifique n'échappe pas à ce mouvement. La première grande raison est que science et édition sont consubstantielles : l'émergence de réseaux de communication et la création des « revues savantes » fondent le mouvement scientifique apparu après la Renaissance. En France, on note ainsi que l'apparition en 1665 du *Journal des sçavans* a lieu un an avant celle de l'Académie des Sciences. Et l'on trouve dans le premier numéro du *Journal*, dans une adresse de « L'imprimeur au lecteur », une sorte de « feuille de route » qui fascine encore aujourd'hui : le *Journal* se donne pour objet de « faire savoir ce qui se passe de nouveau dans la République des lettres », c'est-à-dire *rendre compte* des principaux ouvrages, *faire connaître* les nouvelles découvertes dans les arts et les sciences (physique, chimie, mécanique, mathématiques, astronomie, météorologie, anatomie), *commenter* les décisions des tribunaux, *édifier* avec des notices nécrologiques sur les hommes célèbres. Ainsi, dès le début, le journal savant se distingue-t-il des « produits » concurrents, déjà bien établis : essais, pamphlets, annales, et même almanachs (*best-sellers* de l'époque, mais carrément déclassés, à moins que les blogs de recherche et autres flux² ne les réactivent sous une forme nouvelle ?).

En marge des essais et des monographies, la publication d'articles dans les revues savantes ouvre le champ d'une économie de la connaissance qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a cessé d'évoluer sans jamais réellement se renier. Aussi, les discours sur la crise de l'édition sont-ils surannés en la matière. Une relative permanence s'est instaurée depuis l'époque où l'on a inventé le « genre scientifique », qui s'est peu modifié sur le plan éditorial malgré les évolutions technologiques et économiques. Il y a bien eu l'invention des rotatives au XIX^e siècle, qui a enclenché un mouvement de « démocratisation » en abaissant les coûts de production. Mais le marché de l'édition scientifique n'a pas grandement varié. Il est toujours constitué d'un produit unique (l'article), réuni dans un ouvrage à plusieurs auteurs, diffusé à petit

nombre, dans l'une des *linguae francae* du moment (du latin antique à l'anglais moderne), traitant d'un sujet unique, suivant des canons professionnels sinon intellectuels, et il s'adresse toujours à un public fermé (pour ne pas dire « captif »). Aujourd'hui, et davantage encore avec le développement des outils bibliométriques (que ce soit dans une optique d'évaluation ou dans un souci de description du champ), l'article conserve sa place de brique fondamentale de la science moderne.

Toutefois, et c'est la seconde grande raison de s'intéresser à l'évolution de l'édition scientifique sous le coup du progrès technique, si les scientifiques sont soumis à l'obligation de rendre leurs travaux publics, à la fois pour en permettre la mise en débat et pour justifier l'investissement public, l'évolution des supports, du papier d'antan à l'électronique d'aujourd'hui, modifient de la même manière les formes de cette publicisation. Un mouvement apparemment paradoxal voit en même temps la démultiplication des intermédiaires (avec par exemple les « agrégateurs », tels Science Direct, Ingenta Connect ou Cairn, des sites commerciaux qui contractualisent les éditeurs et qui revendent ensuite des abonnements en « bouquets ») et la prolifération des dispositifs d'accès direct (blogs des chercheurs, archives ouvertes telles ArchiveSIC ou HAL, sites de laboratoires, carnets de recherche partagés, Wikipedia et Wikisource, etc.). Un même mouvement place les chercheurs face à une injonction paradoxale : d'une part publier, publier de plus en plus, dans des revues cotées, des revues de plus en plus mesurées, étalonnées, hiérarchisées et d'autre part, rendre public, diffuser au plus grand nombre, mettre en ligne le plus vite possible. La publication scientifique se trouve de ce fait au cœur de vives controverses liées à ses enjeux politiques, scientifiques, économiques et juridiques.

Ce numéro *Sciences.com* s'intéresse, dans une perspective résolument pluridisciplinaire aux différentes questions que pose cette « science ouverte », expression

que nous préférons à celle d'*Open Access* (technique d'accès libre aux publications) car elle permet de mieux qualifier toutes les formes de livres mises à disposition de connaissances produites par des scientifiques : revues gratuites, mises en ligne des publications par les institutions, modèle auteur-payeur, bibliothèques numériques ouvertes... C'est dire que le sujet est immense et nous nous sommes concentrés sur la mise en ligne *ouverte* des contenus. On ne traitera donc pas toutes les transformations provoquées par la mise en réseau électronique de la science avec sa diffusion de moyens d'échanges interpersonnels et collectifs, la démultiplication des contenus en ligne, les nouvelles formes de circulation et de commercialisation de ses productions et de ses objets... Nous laisserons en particulier à un prochain dossier d'*Hermès*, déjà programmé, la question du rôle des publications dans l'évaluation collective et individuelle des chercheurs.

Les questions soulevées par les nouvelles formes d'accès au savoir scientifique sont ici traitées sous un prisme à trois volets.

– De plus en plus, la « science fonctionne en réseau » (première partie), les connaissances sont produites et aussitôt diffusées, et les différents dispositifs qui visent à « ouvrir » la science en transforment la production et la circulation. Le métier de chercheur, ultime avatar du *sçavant*, évolue, tout autant que les disciplines dans lesquelles ils s'inscrivent. Les articles de Mounier, Peserico, Vinck, Zimmermann, Alizon, Beaudry, Foldes, Heaton *et al.*, et Barbe tentent de rendre compte de ces mutations et permanences.

– De la même façon que la science moderne n'a pu émerger que dans un monde politique en mutation, la « science ouverte » préfigure sans doute quelque reconfiguration politique en profondeur. La deuxième partie traite donc des « politiques du savoir », et l'on y voit que

les acteurs publics jouent un rôle central dans les débats, en exerçant la tutelle des scientifiques, des bibliothèques publiques et des organismes de recherche, en définissant les textes législatifs qui encadrent leurs activités et la propriété intellectuelle, en fixant la politique scientifique et en évaluant ses acteurs, en finançant une partie des dispositifs privés, en ouvrant à de nouveaux acteurs la liste des experts légitimes... Les contributions de Audier, Lang, Cornu, Benabou, Rentier, Granier, Méadel et Froissart se font l'écho de la multiplicité des acteurs et institutions en présence, et de la diversité de leurs motivations.

– Enfin, la troisième partie de ce volume traite du « marché de la science ». La science est à la fois un bien public et une marchandise privée, et le mouvement d'ouverture modifie les frontières entre ces deux versants. L'inégalité d'accès aux savoirs est peut-être bottée là en touche, poussant d'aucuns à imaginer une circulation non marchande des connaissances scientifiques. Dans le même temps la technique autorise des acteurs nouveaux comme Google à investir ce marché avec les risques de dérives monopolistiques associées. Les travaux de Chartron, Romary, Farchy et Froissart, Piétu, Bourcier, Mele, et Meyer viennent à l'appui de ces interrogations sur la nature de la science comme marché.

On trouvera également, en ouverture du numéro, un entretien avec le directeur de la revue *Hermès* et de l'ISCC, Dominique Wolton, qui, sous l'aiguillon du progrès technique, voit continuités et contraintes, davantage que promesses et utopies. Au-delà de l'abondance des informations que permet la science ouverte, une des questions majeures posées est celle des conséquences de ces évolutions sur la diffusion de la science dans le milieu des chercheurs comme de sa démocratisation dans les milieux profanes.

NOTES

1. Luther, cité par Elizabeth L. Eisenstein & Gérard Mansuy (p. 1356), «L'avènement de l'imprimerie et la Réforme», *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 26^e année, n° 6, 1971, p. 1355-1382.
2. Voir par exemple les *Carnets de recherche en sciences humaines* de <hypothèses.org> ou *Le C@fé des sciences*, <www.cafe-sciences.org>.